

Diminuer la consommation énergétique des logements

Dans le cadre de la planification écologique, l'accent a été mis sur la réduction de la consommation énergétique des logements. Pour ce faire, il est souvent nécessaire de procéder à la mise en place de mesures de sobriété, voire d'envisager une rénovation du bien. En conséquence, les bases de données doivent s'adapter pour accompagner cet effort, ce qui permettra d'améliorer le suivi des politiques publiques de rénovation, de personnaliser l'accompagnement des particuliers dans leur parcours de rénovation, ou encore de repérer les logements les plus énergivores.

Cette volonté de diminuer la consommation énergétique des logements est aujourd'hui contrecarrée par la complexité des démarches à entreprendre pour obtenir l'accès à la donnée et son maintien. Les manipulations techniques à effectuer pour exploiter la donnée ou la croiser avec d'autres sources sont lourdes.

Plusieurs indicateurs permettront de piloter le projet : la consommation énergétique du parc de logements ou par logement, la part de logements qui sont des passoires énergétiques, et dans le domaine du numérique le taux de remplissage des identifiants de logements et de bâtiments dans les bases de données ou encore la part des logements ayant un DPE valide.

Personae – Situation actuelle



Jeune data scientist récemment sortie d'une formation de l'enseignement supérieur, **Yasmine travaille dans une start up** qui conseille les ménages sur la réduction de leur consommation énergétique (sobriété et rénovation) afin de leur proposer une optimisation des travaux à réaliser et leur proposer des outils de financement. L'entreprise a une offre commerciale. Mais **l'administration technique de cette dernière est lourde, coûteuse en temps et en efforts, et souffre d'approximations** qui affaiblissent les outils car Yasmine ne peut pas valider les modèles développés avec des données réelles massives.



Philippe est un statisticien public chevronné du Ministère. Sa principale mission est de produire des indicateurs statistiques de référence à des fins de calibrage et d'évaluation de politiques publiques au niveau national. Il doit fournir des informations sur l'état du parc, les travaux réalisés, les impacts des rénovations, les ménages bénéficiaires des aides... Pour cela, il a besoin de remontées de données rapides et de pouvoir mettre en relation plusieurs bases de données. Philippe produit de nombreux indicateurs statistiques dont la qualité et la pertinence sont reconnues. Mais sa hiérarchie juge excessifs les efforts techniques déployés pour croiser les données pour un résultat pas toujours satisfaisants et les cabinets ministériels reprochent régulièrement que les indicateurs les plus récents regardent plusieurs années en arrière.



François est chargé d'étude d'un gestionnaire de réseau de transport d'énergie. Il participe à une vaste réflexion prospective sur les besoins nationaux en énergie à horizon 2070 qu'il doit quantifier et qualifier. Il a besoin d'identifier les comportements de consommation d'énergie des acteurs économiques et d'en appréhender les évolutions au cours du temps. **Les conditions d'opt-in actuelles rendent très complexes et longues les demandes d'accès aux données individuelles de consommation car elles nécessitent de recueillir le consentement de chaque ménage et biaisent les résultats (les plus concernés par la problématique de réduction de la consommation énergétique acceptent plus volontiers de transmettre leurs données).**



Célya est agent territorial qui travaille dans une intercommunalité. Les élus lui demandent de cibler les bâtiments avec un fort potentiel de rénovation dans son territoire afin d'informer et d'accompagner les ménages – souvent de condition très modeste – sur les travaux de rénovation à entreprendre. Célya y parvient difficilement, à la fois parce qu'elle connaît mal ou a un accès restreint aux bases de données disponibles et qu'elle a des compétences très limitées en traitement de l'information.



CÉLYA
agent territorial



PHILIPPE
statisticien public

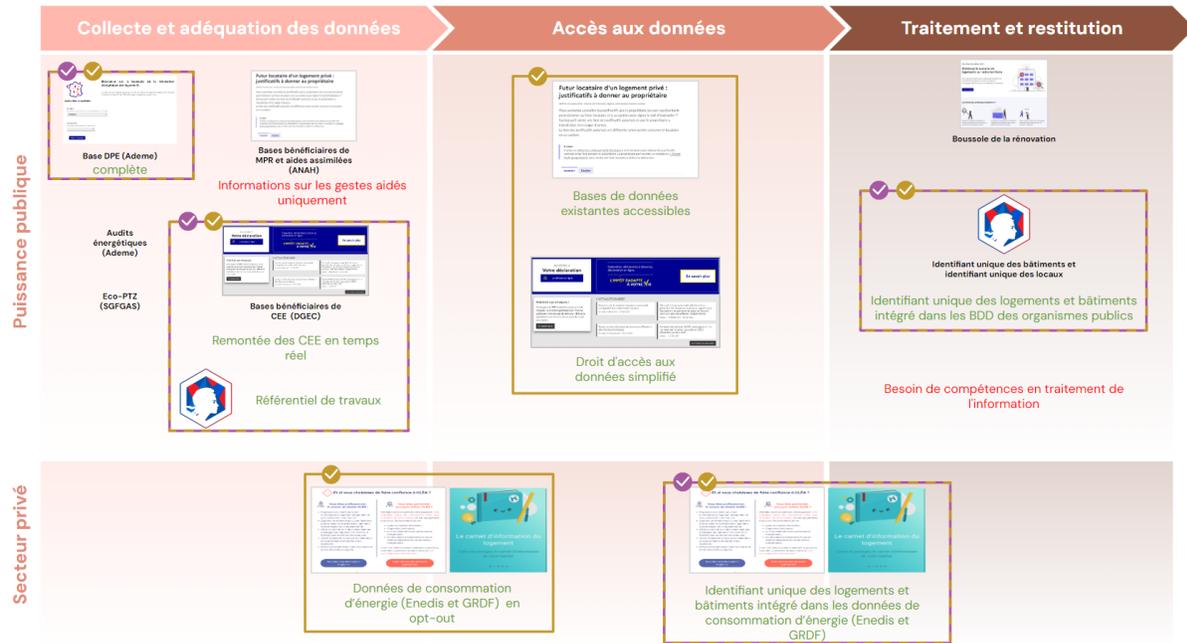
Situation actuelle



Situation à moyen terme



Situation en vision cible



Personae – Situation en vision cible

Yasmine est une jeune data scientist récemment sortie de l'enseignement supérieur, **travaille dans une start up** qui conseille les ménages sur la réduction de leur consommation énergétique (sobriété et rénovation) afin de leur proposer une optimisation des travaux à réaliser et leur proposer des outils de financement. L'entreprise a une offre commerciale. L'administration technique de cette offre est plus simple grâce à une mise à disposition simplifiée des données et l'offre est plus précise grâce à la possibilité de croiser les données à présent disponibles en *open data*.

Philippe est un statisticien public chevronné du Ministère. Sa principale mission est de produire des indicateurs statistiques de référence à des fins de calibrage et d'évaluation de politiques publiques au niveau national. Il doit fournir des informations sur l'état du parc, les travaux réalisés, les impacts des rénovations, les ménages bénéficiaires des aides... Pour cela, il a besoin de remontées de données rapides et de pouvoir mettre en relation plusieurs bases de données. Philippe produit de nombreux indicateurs statistiques dont la qualité et la pertinence sont reconnues. Grâce aux remontées en temps réel, les indicateurs sont beaucoup plus proches dans le temps et les efforts techniques sont réduits par la normalisation des descriptions et la simplification de l'accessibilité des bases de données de consommation individuelle.

François est chargé d'étude d'un gestionnaire de réseau de transport d'énergie. Il participe à une vaste réflexion prospective sur les besoins nationaux en énergie à horizon 2070 qu'il doit quantifier et qualifier. Il a besoin d'identifier les comportements de consommation d'énergie des acteurs économiques et d'en appréhender les évolutions au cours du temps. Ceci est facilité par la mise à disposition simplifiée des données de consommation, à la fois en termes de consentement, de délais, et de coûts.

Célya est agent territorial qui travaille dans une intercommunalité. Les élus lui demandent de cibler les bâtiments avec un fort potentiel de rénovation dans son territoire afin d'informer et d'accompagner les ménages – souvent de condition très modeste – sur les travaux de rénovation à entreprendre. Célya y parvient mieux, parce que les bases de données disponibles sont plus accessibles et complètes, mais rencontre toujours des difficultés car elle a des compétences très limitées en traitement de l'information.

Tableau récapitulatif

PHASE	PROBLÈMES IDENTIFIÉS	ACTIONS À MOYEN TERME	ACTIONS EN VISION CIBLE
COLLECTE DES DONNÉES	Seule une partie du parc de logement dispose d'un DPE de moins de 10 ans (moins de la moitié)	Accroître la réalisation de DPE pour disposer de l'information la plus complète sur le parc de logements	Rendre obligatoire le DPE pour l'ensemble des logements (y compris les résidences secondaires)
	Les sources administratives ne donnent de l'information que sur les gestes aidés		
	Pour les CEE, le temps de consolidation des données est important (2 ans environ)		
	Les données sur les travaux ne sont pas structurées et donc difficilement exploitables		
	Les méthodologies statistiques mises en œuvre par l'ONRE (exemple, estimation des DPE sur l'ensemble des logements) ne permet pas une exploitation au niveau territorial fin	Accroître la réalisation de DPE pour disposer de l'information la plus complète sur le parc de logements	
ACCÈS AUX DONNÉES	L'accès aux données individuelles de consommation d'énergie nécessite des procédures longues	Mise à disposition individuelles des données de consommation	
	Les bases de données disponibles sont mal identifiées et sont difficilement accessibles		Mettre en place un portail permettant de requêter sur les différentes bases de données dont le contenu sera actualisé selon une fréquence accrue
	La mise à disposition des données de consommation à des fins d'évaluation ou de conseil est parfois difficile : consentement, délais, coûts	Mise à disposition individuelles des données de consommation	Mettre en place un portail permettant de requêter sur les différentes bases de données dont le contenu sera actualisé selon une fréquence accrue
TRAITEMENT ET RESTITUTION DES DONNÉES	Les systèmes d'information dans le domaine du logement et de l'énergie sont nombreux mais ne permettent pas généralement de croiser les données qu'au prix d'analyses et de développements informatiques ou méthodologiques importants (donc coûteux)	Améliorer rapidement l'identification des logements et des bâtiments dans l'ensemble des collectes de données et veiller à l'essaiage de l'invariant fiscal du logement et du futur identifiant du bâtiment	Mettre en place un portail permettant de requêter sur les différentes bases de données dont le contenu sera actualisé selon une fréquence accrue
	L'exploitation des données disponibles nécessite souvent des compétences en traitement de l'information		
	Peu de données non agrégées sont disponibles en open data ou les données disponibles ne peuvent pas être croisées entre elles		Mettre en place un portail permettant de requêter sur les différentes bases de données dont le contenu sera actualisé selon une fréquence accrue

Améliorer le parcours citoyen pour la rénovation

À l'heure actuelle, les parcours citoyens de rénovation énergétique restent multiples et complexes selon le bien. Organisés autour d'une multitude de dispositifs comme France Rénov' et de dispositifs tiers comme ceux des collectivités territoriales, ils souffrent encore d'un déficit de visibilité auprès des citoyens concernés, d'un manque de clarté dans le parcours, et donc de réassurance, et de la nécessité d'engager de multiples démarches, qui rendent l'accès aux dispositifs d'aide plus difficile.

Ce cas d'usage s'intéresse aux façons d'améliorer ces parcours citoyens, notamment en termes de simplicité d'accès aux aides, de visibilité sur les différents parcours possibles, etc.

Plusieurs indicateurs permettront de piloter le projet, parmi lesquels le volume de rénovations globales en premier lieu, et d'un point de vue plus numérique le nombre de connexions à France Rénov', le nombre de ménages démarchés proactivement ou bien encore le taux de conversion des entretiens France Rénov' en rénovation effective.

Personae – Situation actuelle



Mélanie est propriétaire. Elle a consulté plusieurs sites privés pour chercher à remplacer sa chaudière. Elle a du mal à s'y retrouver. Elle a dû constituer deux dossiers de demandes d'aides, l'un pour MaPrimeRenov, l'autre pour des CEE.



Guillaume est un propriétaire très modeste d'une passoire énergétique, il n'a pas entamé de démarches de rénovation car il est convaincu que les travaux lui reviendront trop cher.



Vincent est conseiller, il doit faire répéter des informations aux ménages qui viennent le voir et qui lui disent avoir déjà répondu à ses questions sur des simulateurs ou des plateformes d'aides. Il ne sait pas si ses conseils ont finalement débouché sur des travaux.



Julieta est propriétaire, elle a consulté le site France Renov mais s'est perdue dans toutes les informations figurant sur le site, a quand même pris rendez-vous chez un conseiller France Renov puis a dû remplir différents dossiers pour les dispositifs locaux et nationaux, et a consommé autant d'énergie après les travaux (effet rebond).



Christine travaille dans une intercommunalité à la direction de l'habitat, elle cible difficilement les quartiers avec un fort potentiel de rénovation, et connaît mal les dynamiques de conseils, accompagnements et travaux sur son territoire.



Pierre-Louis est locataire d'une maison individuelle avec des problèmes de performance énergétique, qu'il ressent à l'usage plutôt qu'il n'est capable de prouver par des chiffres ou des documents. Aujourd'hui, pour répondre à son problème, il doit sensibiliser son propriétaire à la question en espérant que celui-ci soit intéressé par une rénovation, ce qui ne débouche la plupart du temps sur rien puisque Pierre-Louis n'a souvent aucun élément concret à partager à son propriétaire.



Mathilde est une propriétaire d'un appartement dans une copropriété de 18 logements qui cherche à améliorer la performance énergétique de son logement. Aujourd'hui, pour répondre à son problème, elle doit convaincre les autres copropriétaires de lancer la démarche et doit attendre longtemps avant de franchir toutes les différentes étapes préalables aux travaux : vote par le syndic, réalisation de l'audit, des devis de travaux, etc., ce qui a pour conséquence de la décourager.

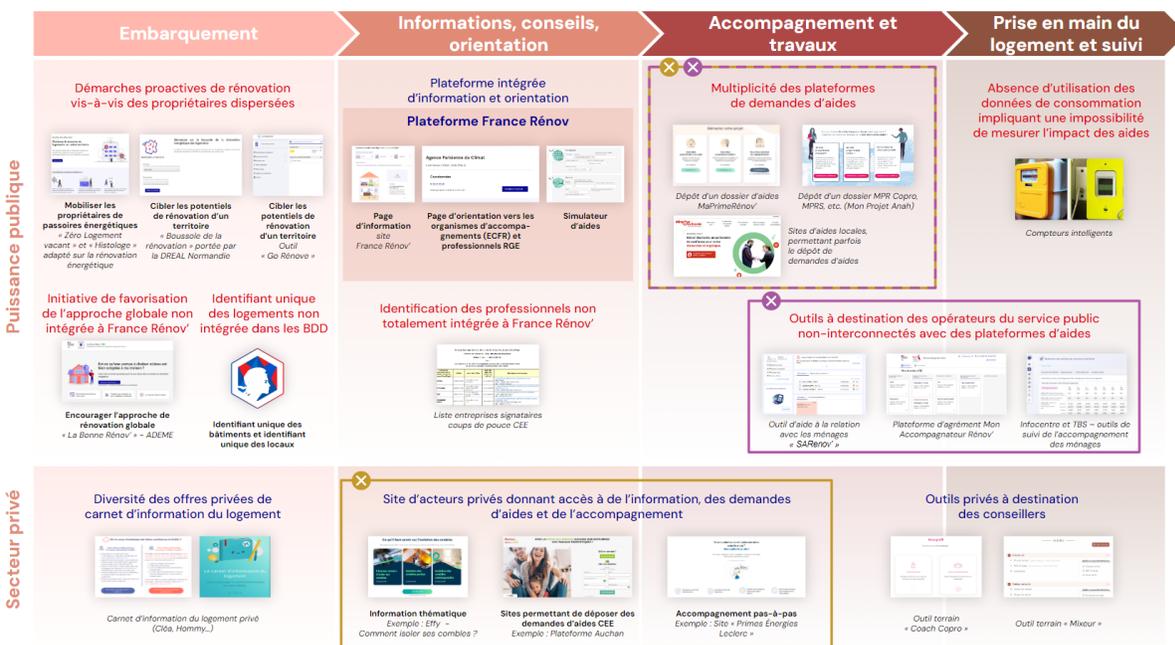


MÉLANIE
propriétaire

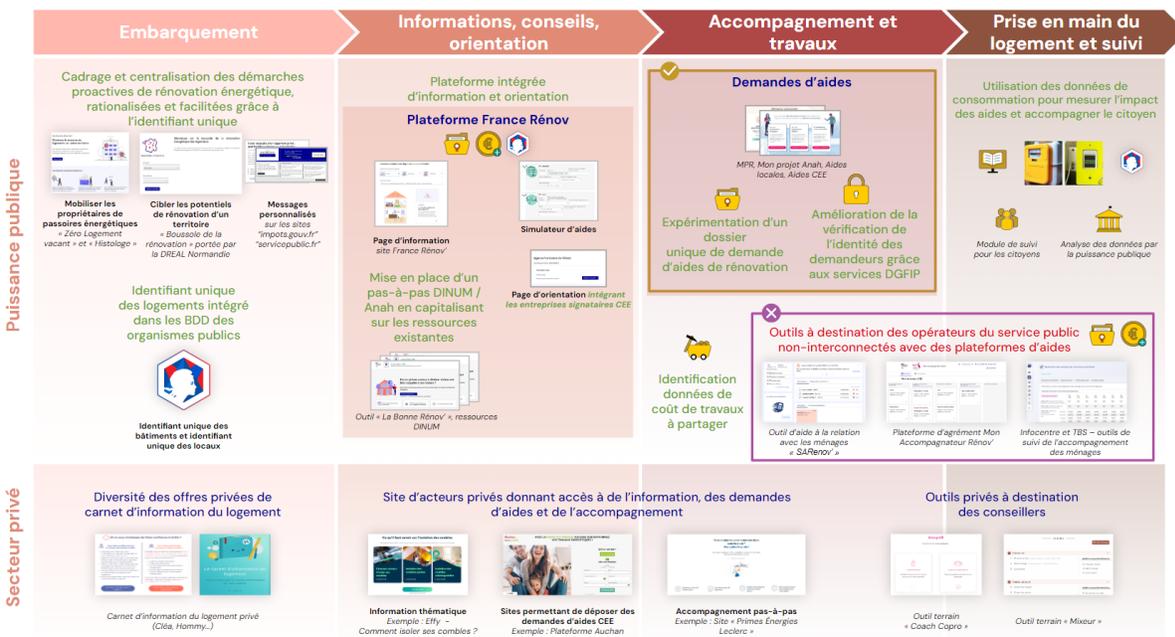


VINCENT
conseiller

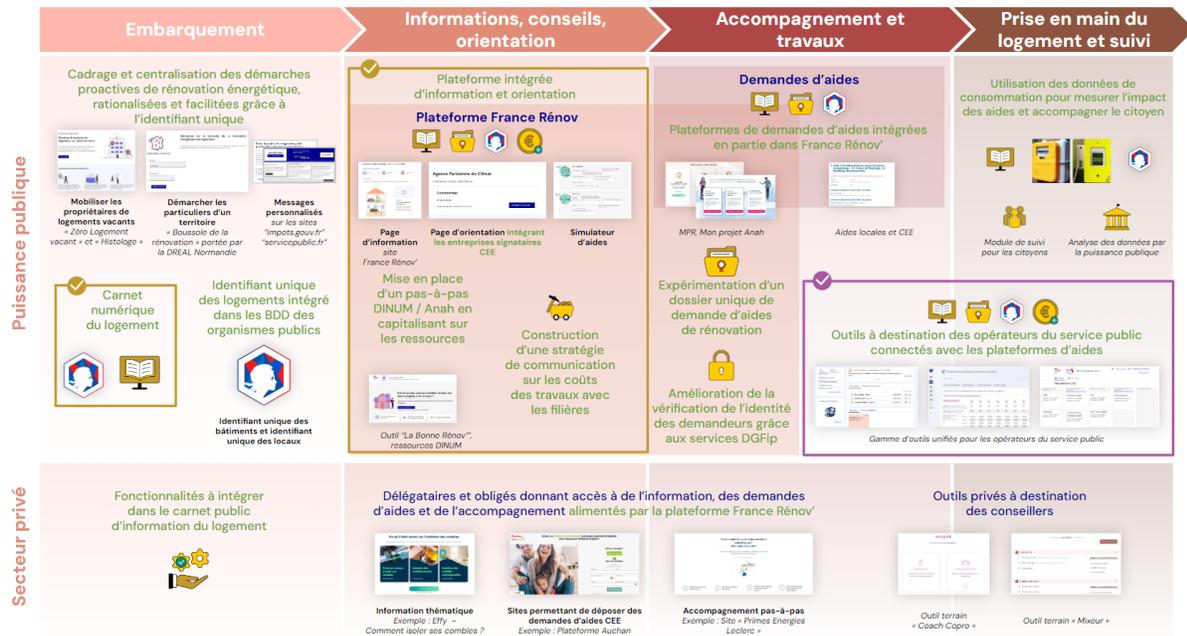
Situation actuelle



Situation à moyen terme



Situation en vision cible



Personae – Situation en vision cible



Tableau récapitulatif

PHASE	PROBLÈMES IDENTIFIÉS	ACTIONS À MOYEN TERME	ACTIONS EN VISION CIBLE
EMBARQUEMENT	Des initiatives DINUM (La Bonne Rénov) et ANAH (Simulateur) avec des objectifs proches		
	Un déficit d'utilisation de potentiels canaux existants pour communiquer auprès des citoyens (impots.gouv, taxe foncière)		- Faciliter le ciblage des ménages pour inciter à la rénovation - Partage d'informations tout au long du parcours d'accompagnement
	Des risques d'arnaques liés à des tentatives d'embarquement dans des parcours de rénovation frauduleux ou d'usurpation d'identité par des acteurs mal intentionnés	Faciliter l'échange d'information entre administration pour faciliter la lutte contre de la fraude (accès aux données DGFIP pour la vérification de l'identité)	
	Des outils variés existent pour mieux cibler les ménages, avec un déficit de coordination (DATAGIR, ZLV, Boussole de la rénovation, GoRénov)	- Faire converger les outils de connaissance du parc pour cibler les zones à fort potentiel de rénovation et les porter à connaissance des acteurs de terrain - Permettre un meilleur ciblage des potentiels de rénovation pour mener des actions de mobilisation des citoyens concernés à travers les espaces numériques existants des administrations (service-public.fr, impots.gouv.fr...)	Faciliter le ciblage des ménages pour inciter à la rénovation
	Incapacité à avoir une vision précise de l'état de rénovation d'un parc de logement (pas de CIL numérique unifié maîtrisé par l'état, pas d'identifiant logement)	- Mettre à disposition un contenu pédagogique en amont et tout au long du parcours - Produire un "pas-à-pas" interactif à destination des citoyens ou des syndicats de copropriété pour clarifier les étapes clés essentielles du parcours et fournir des conseils pour éviter les erreurs fréquentes. - Intégration sur la plateforme France Rénov' du pas-à-pas, avec une nécessité de capitaliser sur les expériences beta.gouv de La Bonne Rénov et Datagir, et sur le simulateur en cours de développement à l'Anah	- Partage d'informations tout au long du parcours d'accompagnement - Lien avec les dossiers de demandes d'aides et de financement
INFORMATION, CONSEIL, ORIENTATION	Une diversité de point d'entrée dans le parcours : CEE, France Rénov, Artisan	- Mettre à disposition un contenu pédagogique en amont et tout au long du parcours - Produire un "pas-à-pas" interactif à destination des citoyens ou des syndicats de copropriété pour clarifier les étapes clés essentielles du parcours et fournir des conseils pour éviter les erreurs fréquentes. - Intégration sur la plateforme France Rénov' du pas-à-pas, avec une nécessité de capitaliser sur les expériences beta.gouv de La Bonne Rénov et Datagir, et sur le simulateur en cours de développement à l'Anah	Partage d'informations tout au long du parcours d'accompagnement
	Un déficit d'accès à des informations complètes sur les professionnels à solliciter (cf. listes ouvertes des signataires des chartes coup de pouce CEE)	Garantir l'exhaustivité des informations disponibles sur le site France Rénov, en particulier concernant les acteurs des CEE.	Exploitation des données sur les coûts des travaux pour mettre en place une communication rassurante pour les ménages
	Un manque de clarté sur le parcours de rénovation à venir et l'absence d'éléments-clés telles que des estimations de coûts de travaux ou de reste à charge		Exploitation des données sur les coûts des travaux pour mettre en place une communication rassurante pour les ménages
	La nécessité de redemander aux ménages des informations potentiellement déjà communiqué à travers d'autres outils		Lien avec les dossiers de demandes d'aides et de financement
ACCOMPAGNEMENT / TRAVAUX	Une multiplicité de démarche à effectuer pour mobiliser les différents financements disponibles avec des demandes similaires	Intégrer la valorisation des CEE dans les aides de l'ANAH ou expérimenter un dossier unique de demande d'aide du type "Dossier Facile" de la rénovation	- Plateforme unique de demande d'aide à l'Anah intégrant la logique de dossier unique (communication avec les acteurs des CEE, Collectivités, banques...) - Partage d'informations tout au long du parcours d'accompagnement - Lien avec les dossiers de demandes d'aides et de financement
	Des travaux surfacturés, mal réalisés ou non réalisés par des entreprises mal intentionnées	Faciliter l'échange d'information entre administration pour faciliter la lutte contre de la fraude (accès aux données DGFIP pour la vérification de l'identité)	
	Un manque de visibilité sur la réalisation effective de travaux par les ménages suivis		- Développement des outils des conseillers et accompagnateurs pour un meilleur partage d'information tout au long du parcours dans une logique de "dites le nous qu'une fois" - Lien avec les dossiers de demandes d'aides et de financement
POST-TRAVAUX	Un manque d'utilisation du potentiel des compteurs communicant pour donner aux ménages les moyens de suivre leurs consommations et aux pouvoirs publics de mesurer l'efficacité de la politique publique	Développer un outil public (une des fonctionnalités de l'espace numérique du logement ?) permettant aux citoyens de suivre leurs consommations via Gazpar et Linky, et permettra l'analyse des données associées par les pouvoirs publics	Suivi des consommations post-travaux

Comment ?

Pour s'assurer que le plan d'action précédemment exposé soit mis en place correctement, la stratégie de déploiement est un élément clé. Comme le propose Bruno Latour dans « Où atterrir ? », cette partie inverse la matrice et passe de la vision par action du « quoi ? » à une vision par acteur dans le tableau de déploiement ci-dessous. Comme indiqué dans la synthèse, ce tableau sera complété avec deux colonnes qui indiqueront les « leviers incitatifs » et les « leviers coercitifs » à activer pour que chaque acteur puisse jouer son rôle.

En complément (1) des ONG, associations et think tanks et (2) des industriels du numérique évoqués dans la synthèse qui seront concertés toutes thématiques confondues dans un premier temps, la liste (3) des professionnels ci-dessus seront concertés thématique par thématique. Tout acteur souhaitant être ajouté à cette liste est invité à envoyer un message à planification-écologique@pm.gouv.fr. Pour des raisons d'efficacité, ce comité accueillera uniquement des organismes représentatifs. En complément des instances représentatives, des échanges auront lieu avec des acteurs en leur nom propre.

Parties prenantes professionnelles

- UNIS
- UNPI
- Confédération Nationale du Logement (CNL)
- Association des directeurs immobiliers
- Fédération française de l'assurance
- Fédération des distributeurs des matériaux de construction
- Fédération des industries électriques
- Union des industriels et constructeurs bois
- Syndicat national de la maintenance et des services en efficacité énergétique
- Association des industries et des produits de construction
- Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment
- Fédération des sociétés coopératives et participatives du bâtiment et des travaux publics
- Fédération française du bâtiment
- Fédération des organismes tierce partie
- Fédération des syndicats des métiers de la prestation intellectuelle du conseil, de l'ingénierie et du numérique
- Fédération SYNTEC-Ingénierie
- Union nationale des économistes de la construction
- Union nationale des syndicats français d'architecte
- Conseil national de l'ordre des architectes
- Pôle Habitat-FFB
- Fédération de la promotion immobilière
- Union sociale pour l'habitat

Tableau de déploiement

ACTEURS	ACTIONS À RÉALISER
DGALN	<p>Travailler au cadre juridique pour diffuser plus largement et pouvoir utiliser les identifiants locaux et bâtiments : les rendre obligatoires dans les procédures une fois l'accès à ces données simplifié et garanti</p> <p>Lancer une investigation pour la création d'un référentiel unique des travaux (en lien avec l'ANAH et l'ADEME) et élaborer une stratégie de déploiement</p> <p>Accéder gratuitement aux données en incluant le Ministère de la transition écologique dans la pro- chaîne convention liant le conseil supérieur du notariat et l'Etat</p> <p>Déployer l'outil national OCSGE et accompagner l'ensemble des utilisateurs pour une bonne prise en main de l'outil</p> <p>Définir les fonctionnalités et l'architecture de l'Espace Numérique du Logement et son articulation avec des outils existants (ex. CIL développés sous format numérique par des acteurs privés) en veillant à un partage optimal des données pour éviter les saisies redondantes ainsi que les interconnexions nécessaires pour son bon fonctionnement</p>
DGFIP	<p>Donner accès plus aisément aux données RLOC (développement d'API et d'interfaces usagers), s'assurer de l'exhaustivité (traitement des exceptions) et de la qualité des données</p> <p>Adopter une logique de « product owner » pour dialoguer avec les services utilisateurs et adapter de manière agile l'accès à ces données en fonction des cas d'usages considérés</p> <p>Travailler à la bonne articulation entre identifiant des locaux et des bâtiments</p>
DGCCRF	Contribuer à l'élaboration d'un guide de BP sur les devis "RGE"
CGDD	<p>Faire évoluer le cadre juridique pour collecter des données nominales portant sur les logements et les bénéficiaires des prêts subventionnés par l'Etat concernant les logements (Eco-PTZ en particulier)</p> <p>Définir les justes besoins d'accès aux données de consommation d'énergie, le cadre éthique associé et les freins juridiques éventuels à lever selon le cas d'usage identifié</p>
ANAH	<p>Simplifier et améliorer le parcours usager pour les aides à la rénovation</p> <p>Contribuer à l'élaboration du référentiel numérique des travaux</p> <p>Implémenter dans les outils métier l'identifiant unique du local et le référentiel des travaux</p>
ADEME	Contribuer à l'élaboration du référentiel numérique des travaux
IGN	Sécuriser la production continue des données OCSGE et la bonne articulation avec les outils territoriaux
CSTB	<p>Contribuer à l'élaboration du référentiel numérique des travaux</p> <p>Contribuer à l'élaboration du référentiel numérique des bâtiments</p>
Distributeurs d'énergie	<p>Intégrer dans leur SI l'identifiant des locaux</p> <p>Travailler au cadre juridique permettant d'accéder plus simplement aux données de consommation énergétiques</p>
Professionnels du bâtiment (artisans/ diagnostiqueurs)	<p>Participer à la définition du référentiel numérique des travaux</p> <p>Renseigner systématiquement l'identifiant du local ou du bâtiment</p>
Éditeurs de logiciel des professionnels du bâtiment	<p>Participer à la définition du référentiel numérique des travaux</p> <p>Adapter les logiciels pour intégrer nativement le référentiel et faciliter les échanges de données</p>

